

Commission: Sommet international de Madrid UE-USA

Problématique: «Quelles stratégies bilatérales pour la construction d'un avenir prospère, pacifique et durable?»»

Auteur: Soudan

Le Soudan a connu une vague de contestation d'ampleur entre décembre 2018 et l'été 2019, qui a conduit à la déposition par l'armée de l'ancien Président Omar el-Béchir. Cette révolution s'est conclue par la signature d'un Document constitutionnel entre les forces civiles de la Révolution et les militaires le 17 août 2019, ouvrant une période de transition politique. Cette transition doit conduire le Soudan vers des élections démocratiques. Le gouvernement doit aussi faire face à une crise économique qui perdure depuis plusieurs années et qui ne s'est pas enrayée avec la transition. De nombreuses réformes ont été engagées pour redresser la situation. Le Soudan entretient des relations nourries avec ses voisins directs. Les Nations Unies au Soudan : Depuis 2007, une mission hybride des Nations Unies et de l'Union africaine est déployée au Darfour (MINUAD). Forte jusqu'à 20 000 hommes, la MINUAD a vu ses effectifs progressivement réduits par le Conseil de sécurité. Le Partenariat UA-UE est un cadre officiel de dialogue, de travail et de coopération entre l'Union Européenne (UE) et l'Union Africaine (UA).

En 2018, l'Alliance fut lancée pour respecter les engagements pris lors du cinquième Sommet UE-UA à Abidjan, appelant à un renforcement des relations économiques et commerciales grâce à des investissements durables et à la création d'emplois. Celle-ci est une stratégie économique uniforme pour les relations UE-Afrique. Elle définit la création d'emplois comme une cible clé et les investissements africains et européens comme un moteur principal, en se concentrant sur les domaines présentant le plus grand potentiel pour l'emploi et la création de valeur ajoutée. Depuis son lancement, l'Europe et l'Afrique sont entrées dans un partenariat plus dynamique et tourné vers l'avenir, adapté à notre nouvelle réalité mondiale. La relation entre le Soudan (organisation de l'union africaine) et l'UE s'est formalisée pour la première fois, lors du Sommet de Caire d'avril 2000 qui a vu la création d'un cadre de dialogue politique. En octobre 2021 s'est tenu à Montpellier le 28e sommet Afrique-France depuis 1973. Le sommet UE-UA coïncide avec une ambition française, affichée par le Président Macron, de développer le volet européen de la relation avec l'Afrique - outre les liens que la France souhaite continuer à entretenir avec le continent

Dans un premier temps, dans le domaine de politique et sécurité, il est important de mettre l'accent sur le renforcement de la sécurité humaine et la reconnaissance du statut spécifique de la jeunesse, qui représente souvent la population la plus durement touchée par les conflits armés. Lors du Sommet Afrique- UE, il sera donc nécessaire de mettre en place des solutions pour continuer à renforcer et promouvoir la paix, la sécurité, la gouvernance démocratique et les droits de l'homme, les libertés fondamentales, l'égalité entre les femmes et les hommes, un développement économique durable, y compris l'industrialisation, ainsi que l'intégration régionale et continentale en Afrique. Dans le cadre du domaine d'action prioritaire commun « Renforcer la résilience, la paix, la sécurité et la gouvernance », l'UE et l'Union africaine (UA) reconnaissent que ces éléments sont étroitement liés. La paix et la sécurité sont au cœur du partenariat Afrique-UE pour le développement durable, la prospérité et la résilience des sociétés. Il est important de mettre l'accent sur le renforcement de la sécurité humaine et la reconnaissance du statut spécifique de la jeunesse, qui représente souvent la population la plus durement touchée par les conflits armés. Par ailleurs, le partenariat œuvre en faveur d'une coopération renforcée pour une gouvernance responsable, efficace et intégrée, afin de lutter contre la corruption. Il reconnaît également le rôle joué par la société civile, les médias et les institutions démocratiques. Enfin, reconnaissant la menace pressante qui pèse sur la réalisation d'un développement durable à l'échelle planétaire, l'UA et l'UE s'engagent à accroître leurs efforts respectifs en faveur de la résilience environnementale, de l'atténuation du changement climatique et de la promotion d'une gestion durable des ressources. Lors du Sommet Afrique- UE, il sera donc nécessaire de mettre en place des solutions pour continuer à renforcer et promouvoir la paix, la sécurité, la gouvernance démocratique et les droits de l'homme, les libertés fondamentales, l'égalité entre les femmes et les hommes, un développement économique durable, y compris l'industrialisation, ainsi que l'intégration régionale et continentale en Afrique.

Dans un deuxième temps, en terme d'économie, il faut être conscient du potentiel de l'Afrique qui suscite un intérêt accru de la part de nombreux acteurs sur la scène mondiale. Il s'agit là d'une évolution positive, dans la mesure où cet intérêt élargit le champ des possibles de l'Afrique et crée

des possibilités de synergie. Cela signifie aussi que l'Europe, à savoir l'UE et ses États membres, doit adapter la manière dont elle traite avec l'Afrique, en veillant à ce que son positionnement soit conforme à leurs intérêts mutuels. L'UE s'est engagée à financer ce domaine à hauteur de 300 à 350 millions d'euros dans le but principal de stimuler les investissements du secteur privé. Dans le cadre de l'Alliance, l'UE propose de développer des dialogues structurés avec les secteurs public et privé africains et européens par le biais de la plate-forme Sustainable business for Africa (SB4A). Ces deux objectifs font partie du plan d'investissement extérieur de l'UE (PEI). De plus, lors de ce Sommet Afrique-UE, des solutions devront être proposées sur l'investissement. En effet, stimuler les investissements du secteur privé nécessite un climat d'investissement et un environnement commercial favorables, y compris une stabilité macroéconomique et des systèmes financiers ouverts pour accroître le crédit au secteur privé.

En dernier lieu, on s'intéresse au développement social et coopération culturelle, il n'y aura pas de relations intercontinentales prospères sans prise en compte de la question sociale et de la richesse des relations culturelles pluriséculaires entre les deux continents. L'investissement dans le capital humain grâce à l'éducation, la science, la technologie et le développement des compétences. L'Afrique et l'UE reconnaissent l'importance de la jeunesse, en particulier des filles et des jeunes femmes, et des personnes vivant dans des milieux défavorisés ou vulnérables. L'UE et l'UA soulignent l'importance d'une gestion efficace de la migration clandestine, dans un esprit de partenariat et de responsabilité partagée. Cette gestion se fait dans le plein respect de la législation nationale et internationale et des obligations des droits de l'homme, afin de maximiser le potentiel de développement pour l'Afrique et pour l'Europe. Une attention particulière sera accordée à la participation des jeunes migrants et de la diaspora. Mobiliser les investissements pour une transformation structurelle et durable de l'Afrique. L'UE et l'Afrique s'engagent à stimuler la transformation économique et le développement durable. L'objectif principal dans ce domaine est de créer une croissance inclusive et durable et des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, surtout pour les jeunes et les femmes. Cela comprend le soutien au développement du secteur privé et des petites et moyennes entreprises, en attirant des investissements durables et responsables, ainsi que le soutien au commerce intra-africain, à l'intégration économique continentale et à la zone de libre-échange continentale (ALE). Cet objectif se réalisera notamment à travers la mise en œuvre du programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA), la création d'infrastructures régionales pour l'interconnexion continentale grâce au plan européen d'investissement extérieur (PEI) - un instrument intégré visant à atténuer les risques et à apporter une assistance technique et financière, ainsi que le renforcement du dialogue politique favorisant un climat d'investissement. La création d'emplois, en particulier pour les jeunes, la libération du potentiel de l'économie numérique et l'amélioration de l'enseignement et de la formation scientifiques, techniques et professionnels constituent des domaines essentiels de coopération.

Pour clore notre étude, le Sommet UE-UA portera donc principalement sur trois points: la politique et la sécurité dans un sens global incluant la question climatique, l'économie puis finalement la société. Le but de ce sommet étant de rapprocher l'Afrique et l'Europe en renforçant leurs liens économiques et en promouvant le développement durable. Tout cela en préservant les Droits de l'Homme. Les deux continents sont donc engagés à travailler ensemble pour le bien-fondé de leur développement dans un monde globalisé.

